

PSA Le vrai visage

du dialogue social



Paris, le 28 juin. Rassemblement des salariés de PSA et de leurs soutiens devant le siège du groupe, contre la menace des licenciements et la fermeture du site d'Aulnay. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

Deux jours après l'enfumage du sommet social, la réalité était de retour avec l'annonce de 8 000 suppressions de postes chez PSA. Avec un incroyable concert des médias et des responsables politiques, faisant semblant de découvrir cette tragédie sociale.

Cela fait un an que la CGT a fait connaître le plan de fermeture d'Aulnay, SevelNord et Madrid. Depuis, la direction a largement anticipé en liquidant les emplois de centaines de CDD, intérimaires et prestataires et en transférant des productions d'un site à l'autre pour préparer la fermeture d'Aulnay. La direction ne cache même pas qu'elle a attendu la fin des

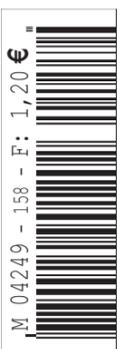
élections pour annoncer son plan. Et elle en rajoute : Aulnay devrait fermer, Rennes perdrait 1 200 postes, Sochaux près de 600, Poissy près de 900, Vélizy 684. Dans la foulée, chez les sous-traitants et dans les villes, les départements, les régions concernés, des milliers d'emplois dits indirects vont disparaître. Dans l'automobile, dès mars dernier, Carlos Ghosn énonçait : « Si quelqu'un commence à restructurer, cela obligera tout le

monde à suivre ». Déjà à Flins, à Douai, il est question de 400 suppressions de postes.

De l'argent, il y en a

PSA invoque la baisse des ventes. Pourtant le groupe a cumulé 10 milliards d'euros de bénéfices depuis dix ans. Il y a un an, le

SUITE PAGE 2



REGARDS
Université, répression contre les militants
étudiants Page 2



ACTU
Espagne, la marche noire
Page 3



ACTU
Harcèlement, comme disait Stendhal
Page 7

Agenda

20 juillet, solidarité Cajamarca, Paris.

Journée internationale de solidarité avec la population de Cajamarca (Pérou) victime de la répression policière et militaire parce qu'elle défend l'accès à l'eau.
RV à 17 heures devant l'ambassade du Pérou, avenue Kléber, Paris 16^e (M° Kléber).

20 juillet, Georges Abdallah, Paris.

«Madame Taubira, Georges Abdallah va-t-il enfin être libéré?» C'est la question que pose le Collectif pour la libération de Georges Abdallah, pour exiger la libération du plus ancien prisonnier politique en France, incarcéré depuis 28 ans, et dont la peine de sûreté est finie depuis 1999!
RV à 18 heures, place Vendôme. (lire aussi p. 6)

27-29 juillet, Festival la Belle Rouge, Saint-Amant.

La Compagnie Jolie-Môme organise son festival la Belle Rouge à Saint-Amant-Roche-Savine (Puy-de-Dôme).
Au programme : théâtre, musique, cinéma, chansons, ateliers...
Infos : www.cie-joliemome.org

29 juillet-5 août, Rencontres internationales de jeunes, Espagne.

Du 29 juillet au 5 août, les jeunes du NPA participent avec d'autres à l'organisation d'une semaine de débats, de formations, d'échanges et de fêtes. Les Rencontres internationales de jeunes sont ouvertes à tous les sympathisants de nos idées ou aux simples curieux qui ont envie d'en apprendre plus sur les rouages du capitalisme, de l'exploitation et des oppressions et surtout sur les moyens politiques que nous avons pour changer cette société.
Pour s'inscrire ou pour toute demande : contact-jeunes@npa2009.org

26-29 août, Université d'été du NPA, Port-Leucate.

Comme chaque année, le NPA fait son Université d'été au soleil. Cette année, le thème central est : «Interroger l'anticapitalisme». Pour plus de précisions, écrivez-nous à : universite.ete@npa2009.org (lire aussi p. 8)



PSA, le vrai visage du dialogue social

● ● ● **SUITE DE LA PAGE 1**

PDG annonçait 11 milliards d'euros de réserves financières. Les actionnaires ont touché 250 millions d'euros en 2011 et PSA a racheté la même année pour 257 millions d'actions Peugeot. Avec cet argent, il y avait de quoi payer les salaires d'Aulnay pendant quatre ans ! Il faut y ajouter les salaires des dirigeants : en 2010, 3 253 700 euros pour Varin, et quatre directeurs autour de 1 300 000 euros.

François Hollande: «J'ai grand respect pour les entrepreneurs qui se battent.»

Séisme, tsunami social : de grandes phrases pour les responsables politiques mais aucune décision concrète. Le gouvernement convoque les PDG, reçoit les syndicats pour discuter de revitalisation industrielle, des aides de l'État, mais accepte son impuissance face à des patrons privés. Même la très insuffisante loi sur l'interdiction des licenciements boursiers est repoussée à plus tard. Des dizaines de milliers de suppressions d'emplois, souvent retardées à l'après-élections, sont programmées. Quant au dialogue social, on sait ce que cela cache : de SevelNord à General Motors en passant par Renault Valladolid ou Fiat Mirafiori, cela consiste en des reculs sociaux sans précédent (perte de jours de congés, flexibilité accrue, blocage des salaires). Car telle

est la logique du sommet social de la mi-juillet. Donnant-donnant, diagnostic partagé ne servent qu'à tenter de masquer la guerre sociale rendue incontournable par l'amplification de la crise économique. Du sommet social, il n'est rien sorti de concret, d'immédiat face à l'urgence sociale. Quant aux pistes ouvertes, on les connaît : non-remplacement de deux départs sur trois (hors éducation et justice) et blocage des salaires dans la fonction publique ; pour le financement de la protection sociale, relèvement de la CSG ; pour l'emploi, de nouveaux emplois aidés par des baisses de cotisations pour les jeunes. Le respect du carcan du paiement de la dette, de la réduction du déficit de l'État, impose la poursuite des reculs sociaux. Le refus de l'intrusion dans les pouvoirs des intérêts privés patronaux, laisse la place aux plans de restructuration destructeurs d'emplois, à l'aggravation des conditions de travail, au développement de la misère. La politique du dialogue social est mortifère pour les salariéEs et les classes populaires.

Construire la riposte

La riposte doit se préparer dès maintenant en s'appuyant sur les mobilisations déjà engagées. Le combat des salariéEs d'Aulnay ne doit pas être un combat exemplaire mais isolé car la défaite

serait inéluctable, et désastreuse pour les salariéEs de l'automobile, mais aussi pour tous les salariéEs menacés par des suppressions d'emplois. Chez SFR, Air France, Doux, Arcelor, Carrefour et pour des milliers de salariéEs, et au-delà des frontières, l'enjeu est le même : se battre, coordonner les mobilisations pour imposer par un rapport de forces national, voire international, l'arrêt des fermetures d'entreprises, des licenciements, de la misère sociale. L'interdiction des licenciements, la réduction du temps de travail, nous devons les imposer par notre mobilisation dans les entreprises, dans les quartiers, dans l'unité des organisations politiques, syndicales, associatives.

Robert Pelletier



regards

Propos recueillis par Antoine Larrache

UNIVERSITÉ Répression contre les militants étudiants

Raphaël est étudiant à Paris 1, militant au NPA et élu Unef au Conseil des études et de la vie universitaire (Cevu). Les militants de l'Unef, de SUD-étudiants et du NPA sont confrontés à des attaques de la part de la direction de l'université. Quatre jeunes sont convoqués devant la section disciplinaire.

Qu'est-ce qui est reproché aux militants ?

L'université les accuse de violences à l'encontre de militants du Mouvement des étudiants (MET, une organisation étudiante d'extrême droite proche des Identitaires) à l'occasion des élections étudiantes, le 3 avril 2012. En réalité, ce sont les syndicalistes de SUD étudiant qui ont subi une grave agression de la part de ces militants extérieurs à l'université mais que celle-ci a couverte avec ses vigiles privés. Les poursuites de la part de l'université sont donc intolérables. Le quatrième étudiant poursuivi, syndiqué à l'Unef et militant au NPA, a été agressé quant à lui le jeudi 12 avril par les mêmes vigiles privés de l'université, lors d'une réunion publique en présence d'Alain Krivine, dans le cadre de l'élection présidentielle. En effet, les vigiles avaient pour consigne d'interdire physiquement la tenue de cette réunion, pourtant déclarée plusieurs jours auparavant. Des étudiants ont été blessés, notamment une militante très grièvement touchée au genou après avoir été projetée au sol par un vigile.

Pourquoi l'université les a-t-elle choisis pour passer en section disciplinaire ?

Ces quatre militants, élus étudiants dans des instances de l'université, sont connus depuis longtemps pour leur activité syndicale. Au quotidien, ils défendent les intérêts des étudiants, quitte à s'opposer directement aux politiques libérales et élitistes conduites par la direction. Il s'agit donc pour l'université d'en faire des exemples et de faire taire toute contestation étudiante en son sein, quitte à inventer des faits. Ce sont aussi des militants arrivés récemment à l'université, une nouvelle génération que la direction veut faire taire dès son arrivée. Chaque année, ces quatre militants sont présents sur les chaînes d'inscription pour recenser les problèmes des étudiants qui se retrouvent «sans université» à cause de la politique sélective de l'université. Chaque semaine, ces militants distribuent des tracts et tiennent des tables pour informer largement les étudiants, par exemple, des choix budgétaires de la direction et de l'impact désastreux qu'ils engendrent sur leurs conditions d'études. Dès qu'ils le jugent propice, ces militants sont en première ligne pour organiser des assemblées générales où les étudiants peuvent discuter démocratiquement. Bref, la logique sous-jacente à ses poursuites est de museler la contestation.

Dans quel contexte cela s'inscrit-il, par rapport aux réformes universitaires en cours ?

Les violences, provocations et répressions à l'encontre des militants syndicalistes ne sont pas propres à l'université Paris 1. Les libertés démocratiques sont de plus en plus remises en cause par les directions d'université qui cherchent à étouffer toutes les contestations des réformes universitaires en cours. La loi LRU de 2007 a consacré l'autonomie financière des établissements tout en renforçant considérablement les pouvoirs des présidents d'université qui se

comportent dorénavant comme de véritables chefs d'entreprise. Depuis, les réformes et la remise en cause des conditions de vie et d'études des étudiants se sont accélérées.

Cette année, une vingtaine d'universités ont des déficits s'élevant souvent à plusieurs millions d'euros. La pénurie est la conséquence du désengagement financier de l'État consécutif à la loi LRU. En effet, les fonds supplémentaires sont restés des promesses vaines et les universités se préparent donc à la mise en place de «plans de rigueur» à leur échelle : suppressions de postes, précarisation des personnels, mutualisation de moyens par le biais des fusions d'UFR ou d'universités... C'est le cas de l'université Paris 1 qui doit faire des millions d'euros d'économies pour l'année prochaine. Pour mieux faire passer la pilule, elle ne veut pas s'encombrer de militants contestataires !

Quelle a été la réaction du milieu militant de l'université ?

Dès l'annonce des poursuites, nous avons engagé des discussions unitaires avec les différentes organisations syndicales étudiantes et de salariéEs. La plupart ont été choquées par la violence provoquée par les vigiles privés de l'université, contestent aujourd'hui les poursuites engagées et réclament leur abandon. Un communiqué de soutien a été signé par de nombreuses organisations syndicales de Paris 13^e et 5^e, notamment la FSU 75, des sections de la CGT et de Solidaires. Un premier rassemblement a été organisé lors de la phase d'instruction de la procédure le lundi 18 juin dernier. Pour cause de manquements à la procédure, l'université a été contrainte de reporter la phase d'instruction au jeudi 12 juillet. Un nouveau rassemblement de soutien unitaire, en présence d'Alain Krivine, a donc été organisé rassemblant une centaine de personnes. L'université est décidée à aller jusqu'au bout de la procédure. Nous nous préparons donc à engager un combat unitaire de longue haleine. Derrière cette affaire, c'est plus globalement les libertés démocratiques de toutes et tous qui sont menacées. Le combat continue !



Paris, le 12 juillet. Rassemblement de soutiens aux étudiants inculpés. (DR)

Espagne, la marche noire

Après plus de 400 km parcourus depuis les Asturies, l'Aragon et le nord de la Castille-et-Léon, la troisième « marche noire » des mineurs est arrivée à Madrid mercredi 11 juillet, accueillie par des milliers de travailleurEs aux cris de « vive la lutte de la classe ouvrière ». Les manifestations qui se sont déroulées dans la capitale pendant deux jours ont mobilisé 500 bus en provenance des régions minières du nord, et d'autres encore depuis tout le territoire de l'État espagnol.

En conflit depuis plusieurs semaines, les mineurs luttent pour la sauvegarde de leur emploi. Alors que la fermeture des mines était prévue pour 2018 et que le secteur bénéficiait de 300 millions d'euros d'aides de la part de l'Union européenne, le gouvernement de Rajoy a récemment décidé de limiter ces aides à 110 millions d'euros, tout en conservant le reste dans le budget de l'État. Ce retrait soudain signifie, en réalité, la fermeture imminente des mines : 8 000 emplois directs sont menacés, et 20 à 30 000 emplois indirects. Cette attaque brutale contre des milliers de travailleurEs et leurs familles montre une fois de plus que la classe capitaliste se moque du sort des régions minières, trop occupée à se sauver elle-même : après le sauvetage de Bankia (23,5 milliards), le gouvernement vient tout juste d'octroyer une subvention de 290 millions d'euros aux grandes entreprises qui spéculent sur la construction d'autoroutes privées... De l'argent, il y en a ! Trois jours de ce que l'État espagnol rembourse comme intérêts de la dette, c'est un an de subventions pour le maintien de l'emploi minier... ou pour entreprendre une véritable reconversion du secteur vers la production d'autres énergies non polluantes.

En s'attaquant aux mineurs, Rajoy s'attaque à un symbole. Si la réaction du secteur minier a été immédiate (grève des mineurs depuis deux mois, occupation de puits, élargissement de la mobilisation à d'autres secteurs, avec une journée de grève générale

dans les régions minières particulièrement suivie), c'est que les Asturies ont une tradition de lutte bien ancrée, résultat de la nécessaire solidarité qui se crée au fond de la mine, et du travail de militants ouvriers. Depuis les années 1930, les luttes des mineurs de charbon ont été à l'avant-garde des luttes dans le reste de l'État espagnol. La révolution des Asturies d'octobre 1934, dernière révolution sociale d'Europe occidentale, a supposé la mise en place d'une véritable commune ouvrière socialiste pendant plusieurs semaines, avant d'être brutalement réprimée par le gouvernement fasciste. La « grève du silence » de 1962, pour une augmentation des salaires et contre la dictature franquiste, a constitué la première mobilisation ouvrière après la guerre civile, et est devenue un exemple de résistance pour l'ensemble des travailleurEs. Après le rétablissement de la démocratie, la lutte n'a pas faibli, face aux diverses politiques de « restructuration » du secteur : 1987, contre la décision du gouvernement socialiste de González de fermer une grande partie des puits, 1992 et 2010 avec les deux premières « marches noires ».

UNIFIER LES LUTTES

Aujourd'hui comme par le passé, la mobilisation des mineurs est un exemple de lutte et de solidarité. Mais pour obtenir la nationalisation du secteur énergétique sous contrôle des travailleurEs et de la population, et pour en finir avec ce système capitaliste, il faudra unifier plus largement les diverses luttes autour de



revendications concrètes, et les intensifier. Lors des manifestations en soutien aux mineurs organisées à Madrid, les slogans faisaient le lien entre la lutte pour la conservation de l'emploi minier, la défense des services publics et le refus de payer la dette. Un premier pas, qu'il faudra concrétiser face aux nouvelles attaques contre les travailleurEs et des patrons : au moment même où les mineurs étaient accueillis à Madrid, Rajoy annonçait devant le Parlement de nouvelles coupures budgétaires pour les collectivités locales qui laissent entrevoir de nombreux licenciements, des restrictions salariales dans le secteur public (suppression du 13^e mois pendant quatre ans, augmentation du temps de

travail, de nouvelles suppressions du droit au chômage (baisse des allocations à partir du 6^e mois) et l'augmentation de la TVA. L'intensification de la lutte de classes dans le contexte actuel de crise profonde du système capitaliste doit nous amener à développer la solidarité internationale. À l'échelle européenne, les politiques d'austérité imposées par la bourgeoisie ont un même objectif : faire payer la crise aux peuples et aux travailleurEs. Face à cela, la riposte doit passer par la construction de réseaux de solidarité par secteurs ou par groupes, avec pour objectif la coordination des luttes. Il est temps de démontrer notre soutien aux mineurs en lutte !

JCC



Par Jean-François Cabral

PSA : un air de déjà-vu

PSA ne sera pas Michelin ni Renault Vilvoorde. Et Hollande ne s'inclinera pas comme Jospin l'avait fait en son temps... Pourtant, rien n'est moins sûr. « Je considère qu'il y a eu mensonge [...] L'État ne peut pas rester indifférent et ne laissera pas faire. Le plan doit être renégocié ». Mais c'est pour mieux reconnaître que le gouvernement ne pourra pas empêcher la fermeture d'Aulnay !

En fait les seules mesures envisagées consistent une nouvelle fois à verser des aides à la reconversion. PSA ne manque pourtant pas de moyens : des milliards de bénéfice accumulés ces dernières années, encore 240 millions d'euros versés aux actionnaires de PSA l'année dernière. Mais ce serait aux contribuables de payer. Tout en profitant de la conférence sociale pour légitimer le discours patronal de la « compétitivité des entreprises » et du « coût du travail » qui justifient... ces fameuses réductions d'effectif et les licenciements ! En réalité, lorsque les intérêts généraux de la bourgeoisie l'exigent, l'État n'a jamais hésité dans le passé à prendre des mesures autoritaires, de salut public, pour régenter l'économie privée. Si le gouvernement théorise son impuissance et dit ne pas pouvoir empêcher les licenciements, c'est parce que l'intérêt général de la bourgeoisie aujourd'hui est de mener une véritable guerre sociale contre les travailleurs pour redresser ses profits.

Mais les travailleurs, eux, peuvent beaucoup pour eux-mêmes : en faisant converger les résistances et les luttes, à partir des centaines d'entreprises où sont annoncés des « plans sociaux », sans oublier la fonction publique où les réductions d'effectif sont massives. En imposant l'interdiction des licenciements, une revendication qui acquiert sa véritable signification au fur et à mesure que le rapport de forces se modifie tout en donnant d'emblée un objectif à cette convergence. En faisant le lien avec la nécessité de réduire le temps de travail pour donner du travail à tous, contrôler les livres de comptes pour savoir où est l'argent, et quels sont les plans réels des actionnaires au-delà des discours de façade.

Un programme ambitieux certes. Mais y en a-t-il d'autres possibles en ces temps de crise ?

PSA D'Aulnay à Rennes, la riposte s'organise

Judi 12 juillet, la direction de PSA officialisait, en les aggravant les projets de suppression d'emplois révélés par la CGT l'an passé. Plus surprenant, les commentaires de la presse et des dirigeants politiques et syndicaux : tout le monde semblait découvrir le plan de PSA ! À Aulnay, cela fait plusieurs années que la fermeture était mise en œuvre : départ de productions, suppressions d'équipes, non-investissement dans la modernisation des chaînes, la rumeur faisait son boulot de sape.

À l'annonce officielle du plan, la situation est confuse. Anticipant des mouvements de colère, la direction autorise les salariés à informer leur famille avec une « pause » d'une heure pour couper l'herbe sous le pied à toute forme de grève sauvage difficile à maîtriser. Les discussions montrent un mélange de colère et de résignation, de volonté de riposte et de fatalisme. La hiérarchie se garde bien de pousser à la reprise du travail. De ce fait, le rassemblement initialement prévu au changement d'équipe s'est étalé sur la plus grande partie de la journée. Au plus fort de la journée, il y avait environ 5 à 600 salariés de PSA et une centaine de soutiens extérieurs (CGT 93, UL Roissy, Renault Cléon, Sandouville, Ford, PSA Saint-Ouen, etc.). Seuls des responsables syndicaux et politiques étaient présents, Marie-George Buffet, député

de la circonscription, et Philippe Poutou.

Vers 14 heures, Jean-Pierre Mercier de la CGT critique point par point les arguments de la direction. À la suite, interventions tristes des CGC, CFDT et SIA sur le thème : c'est dégueulasse, ils annoncent ça la veille des vacances et cela va nous les gâcher, profitons de ces congés pour réfléchir... Seul le représentant de SUD prononce le mot « grève ». Pour conclure, intervention très déterminée de Philippe Julien de la CGT : « Nous ne nous laisserons pas faire, nous nous battons et nous ôterons l'envie à PSA de fermer une usine ». En même temps, une longue tirade contre la « grève immédiate » dont, selon lui, s'accommoderait la direction dans sa politique de réduction de l'activité et de suppression d'une équipe. La seule perspective précise est une assemblée générale, le 11 septembre, préparée par la constitution d'un comité de mobilisation ouvert aux syndiqués et non-syndiqués. Le NPA était représenté par une vingtaine de camarades et Philippe Poutou, chaleureusement salué par les salariés de l'usine, a pu s'exprimer devant de nombreux médias présents.

Vendredi 13 juillet, à l'usine de La Janais, près de Rennes, après un débrayage à 200 la veille, des militants CGT sont passés dès 7 heures du matin sur les chaînes pour convaincre leurs collègues d'arrêter

le travail. À 11 heures, à l'appel de l'ensemble des syndicats, plus de 1 000 salariés ont cessé le travail. L'annonce des 1 200 suppressions de postes sur le site a déclenché colère et désarroi. La CFDT s'est fait hué avec son discours soporifique « partons tranquillement en vacances et on en reparle à la rentrée », « laissons travailler les experts ». La CGT est plus offensive, dénonçant, le salaire du PDG, les dividendes versés aux actionnaires, les profits engrangés par PSA. Cela s'est terminé par des applaudissements et des appels à l'unité, le fameux, « tous ensemble », mais la tension était palpable. Les ouvriers ne croient pas aux promesses de reclassement, pas plus qu'aux prétendus « départs volontaires », et n'envisagent pas non plus d'aller travailler à Poissy : « il y a suffisamment de chômeurs sur place ».

Une centaine de personnes (CGT, FO, LO, NPA) était venus soutenir les salariés. Les grilles de l'usine avaient été fermées pour empêcher tout contact. Les anciens intérimaires venus soutenir ceux qui sont en sursis ont dit aux gardiens : « quand on venait travailler, vous nous laissiez entrer ! »

Partout, la mobilisation doit se développer avec l'appui des populations, des organisations politiques, syndicales et associatives locales.

Correspondants

GRANDS PROJETS

la convergence des



Du vendredi 7 au mercredi 11 juillet, s'est déroulé à Notre-Dame-des-Landes, près de Nantes, le 2e forum européen contre les Grands Projets inutiles et imposés (GPII). Le premier forum tenu en 2011 au Val de Suse (Italie), avait permis une première convergence des luttes sur les projets de transports – lignes à grande vitesse, aéroports ou autoroutes.

De la LGV dévastatrice en Pays basque à l'autoroute trouant la forêt de Khimki (Russie), du mégacomplexe de casinos et d'hôtels d'Euro Vegas (Espagne) à la gare ferroviaire géante de Stuttgart (Allemagne), des centres d'extraction du gaz de schiste au centre d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure (France), de la destruction du parc d'Hellenikon (Grèce) à la LGV Manchester-Londres dévoreuse de terres, cette deuxième édition du forum élargit les réflexions communes au nucléaire, l'énergie et à la gestion des déchets, aux parcs d'entreprises et aux zones commerciales, à l'urbanisme et l'organisation des territoires.

C'est l'ensemble des politiques d'infrastructure qui sont ainsi confrontées aux besoins des populations et au respect de leur environnement.

Dossier réalisé par les militantEs du NPA de Loire-Atlantique

En Grèce

Anastassia Tsironi, membre du NPA, s'oppose à un projet d'aménagement de l'ancien aéroport d'Hellenikon à Athènes.

Quels sont les projets inutiles de l'ancien aéroport d'Hellenikon ?

L'aéroport d'Hellenikon a été construit par l'agglomération internationale de l'agglomération de 6 kilomètres du centre historique. L'intérieur d'une agglomération est constante. Un nouvel aéroport a été construit plus loin dans les années 1950. L'aéroport a été fermé en 2001, libérant 600 hectares en pleine ville, près du centre. À l'origine, le gouvernement avait prévu un vaste parc métropolitain. Mais, revenu sur ses promesses, il a construit de nouveaux bâtiments sur le site pour l'armée américaine, pour les Jeux Olympiques... des grillages ! En 2003, le gouvernement a lancé un concours d'architecture pour des élections locales et la crise économique. En 2011, le gouvernement a lancé un projet pour rembourser la dette de 620 hectares, serait abandonné par les privés qui seront libres de construire même sur la côte, même sur

Pourquoi s'y opposer ?

La transformation de l'ancien aéroport en parc métropolitain est une nécessité pour

L'Internationale des luttes contre les grands projets

40 collectifs et associations, plus de 8 000 participantEs, treize pays représentés. Cette deuxième édition du forum a permis, tout en élargissant les thèmes abordés, de renforcer les liens tissés depuis 2011 entre les associations de lutte et les collectifs de résistance européens.

Ce 2^e forum européen contre les Grands Projets inutiles et imposés (GPII) s'est tenu symboliquement sur les terres de Notre-Dame-des-Landes où les opposants luttent depuis onze ans contre le projet d'aéroport du Grand Ouest, porté à la fois par l'UMP et le PS. C'est incontestablement un succès. Le programme était chargé. Et le pari un peu risqué de rassembler pendant cinq jours des collectifs de lutte et des associations européennes contre les GPII sur des thématiques aussi variées que les transports, les énergies, le climat, la souveraineté alimentaire et la biodiversité. Pari tenu !



Une moisson d'échanges et un bilan commun

Cinq jours durant, associations, syndicats et collectifs, représentés par des délégations de nombreux pays, ont présenté leurs luttes, leurs perspectives et leurs espoirs, leurs révoltes et leurs propositions alternatives.

En atelier thématique, de nombreuses interventions, riches d'expériences et d'enseignements des groupes engagés dans les luttes : sur la stratégie générale, les formes d'action concrète, ou encore les recours juridiques. Les cabines de traduction et les interprètes ont permis à chacunE de participer aux échanges. Cette suite de conférences faisait ressortir avec force les points communs de tous ces grands projets inutiles : partout le mépris à l'égard de la population, l'inutilité des projets, leur coût pharaonique au regard des besoins sociaux, surtout l'arrogance des décideurs, les mêmes qui parlent de développement « durable », surtout le profit de grands groupes capitalistes en fond d'écran !

Tous ces projets ont en commun d'être inutiles socialement et économiquement, destructeurs de terres nourricières et de l'environnement, gaspilleurs des ressources de la planète, ruineux en argent public, sans aucun respect pour les populations qui habitent les territoires et qui en sont chassées.

Tous ont en commun d'être très juteux

financièrement pour les grands groupes capitalistes. Tous sont imposés par des décideurs qui n'hésitent pas à contourner leurs propres règles démocratiques et si besoin à recourir à la force contre les opposants.

Ce forum cependant n'avait pas pour seul but d'échanger. Il s'agissait aussi de renforcer un réseau pour les luttes, de faire connaître celles-ci sur le plan médiatique au niveau européen, et de se doter d'un outil pour l'action future : pas question d'en rester aux constats !

Vers une mobilisation internationale

Une déclaration commune, discutée et votée lors de l'assemblée générale de clôture des participants mercredi 11 juillet a pris acte de toutes ces décisions :

- la participation d'une délégation des opposants de Notre-Dame-des-Landes au Forum social européen de Florence du 8 au 11 novembre 2012 ;
- la participation d'une délégation des opposants de Notre-Dame-des-Landes au Forum social mondial de Tunis en mars 2013 ;
- l'organisation d'une journée d'action décentralisée et coordonnée contre les GPII le 8 décembre 2012 ;
- la participation des opposants de Notre-Dame-des-Landes à l'organisation du 3^e forum européen contre les GPII qui se tiendra en 2013, cette fois à Stuttgart, en Allemagne, et sera assurée par les

opposants au projet de gare ferroviaire géante « Stuttgart 21 » ;

- le principe d'une pétition à l'échelle européenne contre les GPII.

Le NPA, qui participe à la Coordination des opposants au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, a pris toute sa place dans l'organisation de ce forum. Après le passage en soutien de Philippe Poutou et Myriam Martin l'an dernier, c'est notre camarade Christine Poupin, revenue depuis peu du sommet Rio+20, qui participait à des ateliers sur ce thème.

Une convergence de luttes aussi diverses que celles débattues lors de ces cinq journées amène nécessairement à poser la question du fonctionnement d'ensemble de nos sociétés. Les partis politiques ont donc toute leur place dans ce forum, notamment les partis militants qui s'investissent concrètement, même si les choix d'un tel forum sont à juste titre de mettre sur le devant de la scène les collectifs de lutte et leurs stratégies de résistance.

Mégajoule, le mégaprojet nucléaire

Martial Château, militant du réseau Sortir du nucléaire – auquel participe le NPA – a animé un atelier sur les projets concernant le nucléaire militaire. Il a répondu à nos questions sur le projet de laser Mégajoule.

Qu'est-ce que le laser Mégajoule ?

C'est un projet de laser le plus énergétique du monde, mené par la direction militaire du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Il sera installé au sein du Centre d'études scientifiques et techniques d'Aquitaine sur la commune de Barp au sud de Bordeaux. Ce laboratoire est actuellement en construction, avec une mise en service prévue en 2014. L'objectif est de pouvoir déposer une énergie de 1,8 mégajoule sur une cible minuscule, grâce à 240 faisceaux convergents, mais pendant une durée assez longue.

Le laser mégajoule a été conçu pour valider les simulations d'essais nucléaires. En effet, la recherche militaire nucléaire s'est interrompue depuis l'arrêt des essais nucléaires souterrains

à Mururoa au milieu des années 1990. L'objectif recherché est de poursuivre les recherches par simulation, ce qui nécessite de construire des laboratoires souterrains, dans le but de reproduire des températures de plusieurs millions de degrés, de procéder à des concentrations de matière obéissant à des pressions comparables à celles qui existent à l'intérieur des planètes.

Ces recherches militaires sont d'ailleurs souvent occultées par la présentation d'un volet civil. Le laser mégajoule est ainsi présenté comme un moyen d'explorer la production d'énergie grâce à la fusion nucléaire (comme le projet ITER à Cadarache), voire de permettre l'étude de la formation des étoiles.

Pourquoi s'y opposer ?

D'abord parce qu'il s'agit d'un projet destiné à tuer des milliers de gens. Le but est de produire une nouvelle génération de bombes pouvant être utilisées sur un champ de bataille conventionnel. Ces nouvelles bombes, dites de « faible puissance », permettraient l'anéantissement des personnes sans détruire le matériel !

Un tel projet illustre combien l'industrie nucléaire civile est inséparable

S IMBÉCILES luttes en Europe

Grèce, braderie pour un aéroport

Le mouvement des Verts grecs, militant l'aménagement immobilier sur l'ancien aéroport d'Hellenikon, dans la banlieue d'Athènes.

Immobilier d'Hellenikon ?

Longtemps étouffé, l'aéroport d'Athènes. Situé à l'ouest de la ville, il s'est retrouvé à l'abandon. L'ancien aéroport d'Hellenikon a donc été construit en 1960. L'aéroport d'Hellenikon a ainsi un espace de 530 hectares de la mer !

Le gouvernement a promis d'en faire un parc, mais le gouvernement est vite revenu à l'autorisation de la construction de l'ancien aéroport : des locaux, des installations sportives, etc. Le tout quadrillé par 56 km de routes. Le gouvernement déclare que l'espace pour un parc, et il n'y a rien. Mais les alternances politiques retardent les travaux. On envisage de se servir de ce terrain pour la dette. Une surface élargie est donnée à des investisseurs pour construire ce qu'ils veulent, à l'ouest de la mer !

Un aéroport en parc métropolitain pour la population. Athènes

est une ville tentaculaire, étouffante pour ses habitants, surtout pendant les mois d'été, lorsque se cumulent les effets de l'augmentation de la température et de la pollution et des incendies qui ravagent périodiquement les montagnes autour de la ville.

En outre, ce projet pharaonique repose en grande partie sur un financement public. L'État grec a promis de prendre en charge la démolition préalable de tout le bâti existant, pour un coût d'un milliard d'euros, et la construction d'un grand nombre d'infrastructures (autoroutes, tunnel...) pour un autre milliard ! Cette opération va enrichir surtout les investisseurs privés : l'État n'espère gagner dans l'affaire que 5 milliards d'euros, alors que les terrains qui seront aliénés ont une valeur estimée à 20 milliards !

Enfin, l'utilité sociale de la construction de nouveaux bâtiments est très discutée : le nombre de logements non loués ou invendus dans l'agglomération d'Athènes représente déjà 16% du total. Il est donc inutile de construire davantage. Quant aux promesses d'emploi, notre comité dénonce leur démagogie : même avec des gratte-ciel, le projet ne pourrait accueillir les 35 000 emplois permanents promis.

Quelles sont les mobilisations en cours contre ce projet ?

Les municipalités des communes limitrophes de l'ancien aéroport se sont très tôt opposées aux projets immobiliers. En 2010, les citoyens se sont organisés à leur tour en un comité de lutte, soutenus par des associations et des partis politiques de gauche (Antarsya, Syriza, les Verts...) Un travail de contre-expertise fait par l'école



(DR)

polytechnique d'Athènes en 2010 a montré qu'il est possible d'utiliser les constructions déjà réalisées pour les services publics, et pour autofinancer l'aménagement d'un parc métropolitain. Depuis trois ans, des actions ont été menées afin de s'approprier ce qui doit être un espace public, qui appartient à tous. Des occupations de terrains ont permis la création d'un jardin potager autogéré, des cours de compostage et de recyclage, l'organisation d'un dispensaire gratuit, des concerts, des expositions, des événements sportifs... Enfin, le comité de lutte participe aux manifestations contre l'austérité imposée par la troïka UE-BCE-FMI, car le projet immobilier d'Hellenikon n'est qu'un élément du pillage actuel de la Grèce. Aujourd'hui, la situation de l'ancien aéroport est gelée du fait des élections récentes. Mais la lutte continue !

DETTE ET GRANDS PROJETS, LA GRÈCE SOUS TUTELLE

L'ancien aéroport d'Hellenikon est donc à vendre, tout comme 3% du territoire grec.

Sous prétexte de la dette, l'économie grecque a été mise sous tutelle de la troïka européenne (CE, FMI et BCE) et d'un gouvernement de banquiers. Il s'agit de privatiser, hors de tout contrôle de la population, ce qui appartient encore à l'État. Le principal instrument de cette privatisation est le Fonds hellénique de développement des actifs (HRADF) – dirigé par le banquier Costas Mitropoulos : « Notre mission consiste à recevoir de l'État les titres de propriété ou les actions des biens à négocier. Nous préparons les dossiers, réglons les problèmes juridiques, rendons tout cela "vendable" » (Le Temps, 7 avril 2012).

La concession d'infrastructures est significative des grands projets européens dénoncés par le Forum et des privatisations en France du secteur public depuis 30 ans, comme la distribution de l'eau ou la gestion des transports : les pouvoirs publics investissent, les capitalistes ramassent la mise. « L'avantage des concessions est qu'elles limitent l'investissement pour les acquéreurs. Ils ne devront payer que le droit de gérer les infrastructures, dans le cadre de contrats à long terme qui garantiront la rentabilité. » Ces privatisations sont effectivement rentables pour les investisseurs : « Je connais les règles : un euro investi doit en rapporter trois ou quatre. » Voilà la vraie « règle d'or » de la Commission européenne et de son traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG).

Qu'importe pour ces banquiers les récentes protestations électorales de la population grecque : « Notre premier message à faire passer est : nous ne sommes pas l'État grec. Nous sommes un fonds indépendant chargé des privatisations, désormais propriétaire de 3% du territoire grec. Nous avons un mandat de trois ans. Nous sommes protégés contre les interférences politiques. »

Ce sont bien les gérants du système capitaliste qu'affrontent le mouvement social et les couches populaires de Grèce.

Inutile, ruineux, injuste, saccageur TGV

Depuis 2003, l'État français a relancé l'idée du tout-TGV par la création d'un grand nombre de lignes à grande vitesse (LGV). Défendre le rail contre la route ou l'avion peut paraître séduisant, mais la grande vitesse, c'est surtout opposer une forme de rail à une autre forme de rail. Démonstration avec le collectif contre la ligne Paris-Orléans-Clermont-Ferrand-Lyon.

Aléatoire

1990. Les applications militaires. L'industrie nucléaire est non seulement dangereuse, mais elle est antidémocratique, et elle est une puissante machine au service de la concentration du pouvoir et de l'accumulation des profits pour une minorité. Or, tout cela représente un coût énorme : la construction de ce labo coûterait 6 milliards d'euros. Avec une telle somme, il serait possible de créer et pérenniser beaucoup plus d'emplois... avec une véritable utilité sociale : par exemple dans les énergies renouvelables, mais aussi dans l'enseignement, la santé, etc. L'argent public doit servir au progrès social et non à la mise au point de bombes nucléaires.

Quelles sont les mobilisations existantes contre ce projet ?

Plusieurs rassemblements ont été organisés depuis le début des années 2000, qui ont réuni quelques milliers de personnes. Mais le mouvement se heurte au silence des politiques. Même chez les Verts, bien que nous soyons ici dans la circonscription du député Noël Mamère, qui ne s'est jamais exprimé sur ce sujet !

À cœur du réseau ferré français, le projet « Cœur de France », Paris-Orléans-Clermont-Ferrand-Lyon (POCL) qui consiste à relier Paris à Lyon par une nouvelle ligne à grande vitesse, présente toutes les caractéristiques du projet inutile et coûteux !

Le démantèlement du territoire

Les arguments avancés pour la construction de la LGV-POCL sont « le développement économique, le désenclavement, l'attractivité, l'aménagement du territoire »... Mais il n'y a en réalité aucun lien automatique entre construction d'une LGV et développement économique, parce que les lignes LGV accentuent la concurrence entre territoires. Toutes les études montrent qu'elles contribuent à la polarisation et à la métropolisation, donc concourent à vider les territoires ruraux et les villes moyennes. En réalité, elles participent au démantèlement du territoire. Comment peut-on faire croire qu'une infrastructure à grande vitesse, reliant le plus vite possible deux métropoles va corriger les insuffisances d'une politique d'aménagement du territoire fondée sur la compétition ?

L'alibi de la vitesse et de la saturation

Le principal produit d'appel reste bel et bien la vitesse face à la concurrence de l'avion, ainsi qu'une évaluation tendancieuse de la saturation de la ligne Paris-Lyon. Le calcul des saturations à quinze ans fait par Réseau ferré de France (RFF), basé sur des projections de fréquentation, est remis en cause aujourd'hui. Le nombre de voyageurs est en effet stable depuis plusieurs années. La rentabilité de cette ligne repose sur du Paris-Lyon-Marseille à grande vitesse... par ailleurs contradictoire avec le nombre de dessertes annoncées dans le projet initial.

Mettre Clermont-Ferrand à deux heures de Paris représente un coût inutile au regard du nombre de voyageurs concernés. La rénovation de la ligne existante mettrait Clermont à 2 h 30 de Paris pour dix fois moins cher.

Mais la modernisation des lignes classiques ou la création de lignes de proximité, qui apportent un vrai maillage du territoire – notamment dans les villes moyennes et les bourgs – ont été vite écartées dans la mise en place du projet.

L'environnement sacrifié

Les impacts environnementaux n'ont pas non plus été soumis au débat. Dans ce cadre les dégâts seront considérables. Avec un tracé de plus de 500 km clôturé de part et d'autre, la LGV-POCL va entraîner une fragmentation irrémédiable du territoire pour les habitants, la faune et la flore, et accentuer la perte de biodiversité. C'est également une perte de milliers d'hectares de terres cultivables. Selon un rapport de l'Inra de juillet 2009 : « Les sols artificialisés en France occupaient 4,6 millions d'ha en 2003, soit plus de 8% du territoire national », un phénomène qui ne cesse de croître de manière inquiétante.

Le train des élites

Celles et ceux qui paient le TGV ne sont pas ceux qu'on pense : les places des cadres sont souvent payées par leur entreprise. Il sera impossible d'équilibrer le coût de la LGV par le prix du billet et c'est l'ensemble des contribuables qui paiera. Par ailleurs, sur les 5 millions de passagers par train, seuls 300 000 empruntent un TGV. Il s'agit avant tout d'un projet élitiste qui répond au besoin d'une minorité de privilégiés, face à une majorité de la population qui roulera dans les trains déclassés et plus lents qu'aujourd'hui. Sur le plan financier, ce projet ruineux va peser

pour environ 6 milliards sur l'État et 6 milliards sur les collectivités locales, au détriment de la modernisation des lignes actuelles et de la création de lignes de trains de proximité tant attendues par la population.

POCL est un projet inutile ! Il nous faut donc combattre un projet qui répond davantage à l'égo démesuré des élus et aux intérêts du groupe de pression du BTP qui se cache derrière RFF, qu'aux besoins des populations des régions concernées.

LA BATAILLE DES TGV : FIN DE PARTIE ?

Il manquera peut-être 50 km à la ligne Rhin-Rhône après des années de travaux. La ligne Lyon-Turin, contre laquelle les collectifs NO-TAV se battent depuis 20 ans, pourrait ne jamais voir le jour. Quels seront les critères appliqués par la commission qui décidera à la fin de l'année de l'abandon des projets ? La presse évoque déjà le coût des projets (86 milliards pour l'État, plus encore pour les collectivités locales), le faible temps de transport gagné et leur fréquentation... autant d'arguments de simple bon sens avancés depuis longtemps par les collectifs militants face aux élites à l'origine de ces projets. En revanche, d'après un représentant de RFF, « les lignes construites en partenariat public-privé, c'est-à-dire Tours-Bordeaux, Metz-Nancy, Le Mans-Rennes et le contournement Nîmes-Montpellier, dont le contrat est déjà signé, ne devraient pas être touchées »... L'État avoue ainsi sa dépendance aux grands groupes privés.

Le ministre tente de reporter la faute sur les gouvernements UMP, sur « ceux qui ont prévu une multitude de projets sans avoir le début du commencement du moindre financement ». C'est oublier que la plupart de ces grands projets imbéciles sont défendus par des notables du PS, rejoints par leurs alliés électoraux du PCF.

l'essai

GEORGES
IBRAHIM
ABDALLAH

COLLECTIF
INTERNATIONALISTE
ÉDITIONS AL DANTE

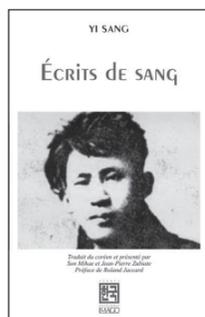
96 pages
15 euros



Il aura fallu 28 ans pour que sorte un livre sur Georges Ibrahim Abdallah, le plus vieux prisonnier politique enfermé dans les geôles françaises. Jamais dans ce pays, aucun militant révolutionnaire n'aura accompli une telle peine, d'une seule traite. Non aucun, ni Auguste Blanqui, ni les anarchistes illégalistes du XIX^e siècle, ni les membres de la bande à Bonnot, ni les combattants d'Action directe. Pendant ces 28 longues années, aucun journaliste, aucun écrivain n'avait osé s'attaquer aux incroyables dérapages judiciaires dont est rempli le dossier. Ainsi, alors qu'il fut établi et confirmé par l'État lui-même que son premier avocat n'était qu'un agent des services secrets français, aucune campagne de droit-de-l'homme indignés ne vint troubler le consensus antiterroriste imposé par Charles Pasqua et ses sbires. Les quelques velléitaires qui voulurent s'y coller ont les uns après les autres bien sagement remis leur états d'âme aux oubliettes et discrètement déclaré forfait. L'extrême gauche elle-même est passé à côté de son devoir de solidarité internationaliste envers ce camarade, cet internationaliste, ce communiste. Ce livre est avant tout un outil contre l'effacement de la mémoire. Il rappelle les faits, le contexte politique qui a décidé Georges Ibrahim Abdallah à choisir la lutte armée et offre les éléments permettant de mieux comprendre pourquoi ce combattant de la cause palestinienne – contre lequel les États-Unis se sont portés partie civile – est toujours en prison malgré la faiblesse des charges qui pèsent contre lui. Soutenu d'une chronologie commentée et documentée du parcours de Georges Ibrahim Abdallah, ainsi que des principaux textes et communiqués qu'il a pu signer, ce livre propose entre autres, une intervention de Mireille Fanon-Mendès-France ainsi que la plaidoirie de Jacques Vergès prononcée devant le tribunal spécial d'application des peines. Aujourd'hui, au plus haut niveau des responsables politiques de l'époque, les langues se délient, des déclarations sont faites à la presse, et même au juge principal de la section antiterroriste du parquet... Mais Georges reste en prison ! Raison d'État ! Acheter ce livre est un acte de soutien à Georges Abdallah. Plus que jamais, rejoignez la campagne internationale pour la libération de Georges Abdallah ! (lire aussi p.2 agenda)

Alain Pojolat

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



LIVRE
ÉCRITS DE SANG
Yi Sang
Imago / 22 euros
Traduit du coréen et présenté par Son Mihae et J.-P. Zubiarte
Préface de Roland Jaccard
Présenté au dos et à l'intérieur de ce livre comme « *le Rimbaud coréen pour la fulgurance de sa vie et la flamboyance de son écriture* », Yi Sang (1910-1937) eut lui aussi à traverser une période sinistre, dans un pays annexé l'année même de sa naissance par le Japon, y imposant la loi toujours plus dure de son militarisme ultranationaliste. Les revues littéraires coréennes y furent peu à peu interdites et maints textes de ce recueil furent publiés en japonais. Quels espoirs cet étouffoir laissait-il à un jeune poète, même muni d'un diplôme d'architecte, se découvrant vite tuberculeux au dernier degré ? Ces écrits de Yi Sang, qui se peint en « *génie empaillé* », n'ont pas la portée révolutionnaire de ceux de Rimbaud, mais on y retrouve la « fameuse gorgée de poison » de ce dernier, avec tout ce qu'elle emporte de révolte et de défi à la société.

Gilles Bounoure



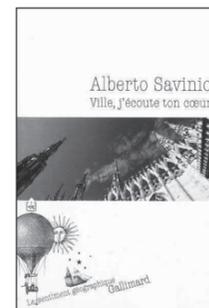
CD
DEPUIS TRIPTIK
MPC prod
Formation culte du hip-hop français du début des années 2000, mise en suspens sans jamais disparaître officiellement, Triptik réapparaît sur l'écran radar d'un rap français qui ne cesse de se chercher une crédibilité artistique depuis le clash fondateur d'IAM et NTM. Composé de Dabaaz, BlackBoul pour MC's (ceux qui tiennent le micro) et Drixxxé à la production, le trio parisien, désormais épaulé par Dj Pone, le plus punk des rois des platines, opère un retour par les fondamentaux, le vinyle et la scène. Avec comme valeur ajoutée de ne pas transformer leurs nouveaux morceaux en maison hantée d'une nostalgie précoce de leurs jeunes années, mais au contraire d'assumer leur passage du côté obscur de la trentaine. Une démarche qu'illustre à merveille le sublime *Papa*, ode toute en subtilité aux adolescents devenus darons. Après le buzz autour des petits de 1.9.9.5. qui s'inscrivent clairement dans leur sillon, voici venu le temps du rap qui a pris de l'âge, de la bedaine mais qui veille toujours aussi tard le soir.

King Martov



LIVRE
CARNETS OUBLIÉS D'UN VOYAGE DANS LE TEMPS
Georges-Henri Morin
Photographies de Dominique et G.-H. Morin
Ab irato / 12 euros
En ce temps-là, deux ans après la mort d'Enver Hoxha et quatre ans avant celle de l'Albanie socialiste, il n'y avait que quatre ambassades occidentales tolérées au « pays des aigles », mais il n'était pas impossible, ce récit le montre, de s'y faire inviter par un diplomate français pour un séjour hors des circuits touristiques célébrant les fleurons du « phare du socialisme ». 1987, voilà vingt-cinq ans seulement dirait-on, si les rythmes si décalés de ce pays rigoureusement clos n'y avaient établi un autre temps que ce livre explore et décrit sur le vif. Il s'agit bien d'expérience poétique comme l'indique l'éditeur, mais aux enjeux les plus larges. Ainsi que le suggère G.-H. Morin, entre ces vies réglées « à l'Enver » et le « Time is Money » régnant désormais en Albanie comme ailleurs, de quel « autre temps » satisfaire enfin le désir humain ?

Gilles Bounoure



LIVRE
VILLE, J'ÉCOUTE TON CŒUR
Alberto Savinio
Gallimard / 19 euros
Traduction de Jean-Noël Schifano
Frère de Giorgio de Chirico, le peintre « métaphysique » (qui fit néanmoins le portrait de la fille de Mussolini), Alberto Savinio (1891-1952) fut écrivain et peintre lui aussi, passant par le futurisme et le dadaïsme avant de développer une sorte de néoclassicisme onirique. On le connaît surtout pour ses écrits pleins d'invention qui l'ont fait comparer à Svevo et à d'autres maîtres de la littérature italienne. *Ville, j'écoute ton cœur* offre une belle promenade à travers Milan, ses monuments, ses grands hommes et ses fantômes, avant que les bombes alliées ne ravagent la ville en août 1943. Contemporain de l'apparition du néoréalisme, ce livre évoque parfois Rossellini mais s'en distingue par son ton unique, « *l'ironie adroitement appliquée, ce mode de vie élevé à une forme d'art, [qui] inspire autant de peur que les coups d'un jiu jitsu pratiqué par des mains invisibles.* »

G.B.

FESTIVAL DE DOUARNENEZ 2012

Les communautés autonomes d'Espagne

Entretien avec Éric Premel, directeur du festival de Douarnenez qui se tiendra du 17 au 25 août.

Le thème cette année est les communautés autonomes d'Espagne. Peux-tu nous en présenter les grandes lignes ?

De 1932 à 2012, nous allons opérer une traversée des trois communautés historiques par un choix raisonné et forcément subjectif de quelques œuvres documentaires ou fictions qui sont soit en capacité d'interroger la mémoire « historique », l'amnésie, les silences, d'en rendre compte, d'en lire des bribes, sauvages, âpres, soit qui donnent à sentir des failles, des situations sociales, humaines, contemporaines, soit qui nous apparaissent comme révélateur d'écritures cinématographiques dont nous avons aimé les univers, et qui nous semblent être singulières et spécifiques. Ces trois communautés seront lues aussi avec quelques œuvres qui évoquent l'Andalousie, et quelques autres « sans appartenances culturelles et politiques », qui portent des regards d'ailleurs et traversent les époques et l'histoire. Commencer par *Las Hurdes, tierra sin pan* de Luis Buñuel et finir par le *Mercado de futuros* de Mercedes Álvarez, qui était la monteuze du très beau *En Construcción*, de José Luis Guerin, c'est tirer une ligne imaginaire visionnaire qui

permettra de découvrir les fictions réalisées en 36-38 par la CNT, le *Casas Viejas* de Martin Patino, le *Durruti, anarchiste* de Comolli, le *Yoyes* d'Helena Taberna, ou le somptueux *Poligono Sur* de Dominique Abel, sur les gitans de Séville. Passer du dernier Bénéto Zambrano andalou (*La voz dormida*) à Roberto Caston (*Ander*), galicien qui tourne au Pays basque et vit à Barcelone, puis faire entendre les chômeurs désespérés et dignes de *Los Lunes al Sol*, de Fernando Léon de Aranao, tourné à Vigo, au côté des Fagor et les Brandt, d'Anne Argousse et Hugues Peyret, c'est au final s'octroyer la diversité des formes et des genres sans jamais quitter les destinées humaines.

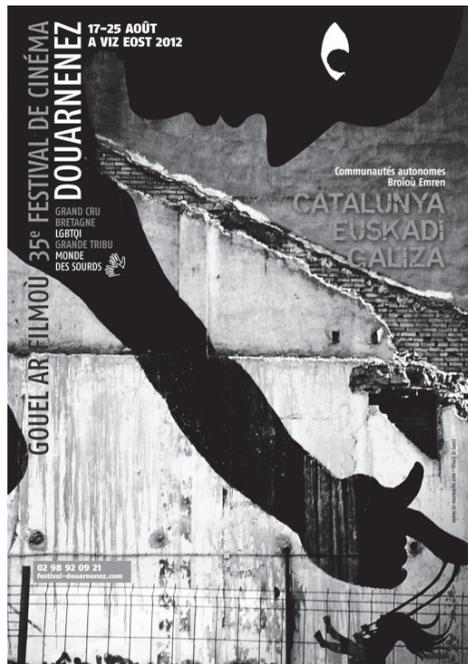
La crise est passée par là, en témoigne la chute vertigineuse du nombre de productions en 2012. Aujourd'hui, l'Espagne fait la Une au chapitre 'dette' plutôt qu'au chapitre 'Autonomie'; les invités pensent-ils l'autonomie comme une réponse à la crise ? Nous verrons avec eux ce qu'il en est. Les derniers événements du Pays basque (le processus de paix est toujours une réalité, qui le porte ?) ces jours-ci, qui concernent les prisonniers basques éparpillés dans les geôles françaises et espagnoles, font dire que la crise est loin d'occulter les réalités de chaque communauté. Ce que viendront exposer Gabriel Mouesca (dix-sept années en détention, dont onze en maison d'arrêt), pour le Pays basque, qui a présidé l'Observatoire international des

prisons, Xosé Manuel Beiras, l'un des fondateurs et leader du Bloque Nacionalista Galego (BNG), en pleine révolution depuis quelques mois, ou encore David Casassas, professeur à l'Université autonome de Barcelone, militant et théoricien de l'allocation universelle (en période de crise, en faire une clef émancipatrice pour universaliser l'accès aux conditions matérielles de la liberté). Plusieurs débats et rencontres traiteront de ces sujets : crises, ripostes, communautés autonomes...

Douarnenez, Festival des Indignés ? Je dirais plutôt Festival des peuples et des communautés humaines, des luttes, des controverses, des initiatives, des mémoires réappropriées, des cultures (la question de la langue par exemple, qui concerne aussi la Bretagne, que nous débattons avec les amis catalans, basques et galiciens, dont Manuel Rivas entre autre), des initiatives (avec Juan Manuel Sánchez Gordillo, maire de Marinaleda, en Andalousie, qui fonctionne en démocratie participative de sorte que tous les aspects de la vie sociale, politique et économique de la commune y sont discutés et mis en œuvre collectivement par les citoyens, ou avec le film *Squat, la ville est à nous*, de Christophe Coello, sur Barcelone).

Propos recueillis par Roger Devaneuse

version longue sur npa2009.org



SYRIE « Nous avons besoin du soutien des peuples »

Entretien avec Nahed Badawie, militante de la gauche syrienne, Ahmed, Chaâdi et Hassan, militants des comités populaires arrivés en France, il y a une semaine. (version longue sur npa2009.org)

Quelle est la situation aujourd'hui en Syrie ?

Le peuple syrien s'est maintenant soulevé dans toute la Syrie. Toutes les villes se sont embrasées, à deux exceptions près, Alep et le centre de Damas où c'est un peu plus difficile, parce que le régime y a concentré toutes ses forces. Les autres villes sont sorties de la sphère d'influence du régime, et les manifestations de rue sont quotidiennes dans toutes les régions. Maintenant en Syrie, il n'y a plus de peur du régime, malgré le danger réel que court la population. La peur s'est transformée en une immense colère contre le régime. Il y a toujours des manifestations de masse, mais les médias internationaux se focalisent surtout sur l'affrontement entre l'armée syrienne et l'Armée syrienne libre (ASL).

Les manifestants sont-ils armés, et l'ASL prend-elle part à ces manifestations ?

Il s'agit de manifestations de masse et pacifiques. Il n'y a pas de gens armés. Certaines sont protégées par l'ASL, qui empêche les troupes de Bachar d'approcher la manifestation afin de sécuriser le peuple et d'empêcher de nouveaux massacres. Mais le régime n'hésite pas à bombarder des quartiers entiers auxquels il ne peut plus accéder, et qu'il ne contrôle donc plus. Il y a de fait un double pouvoir.

Existe-t-il une seule Armée syrienne libre ou plusieurs groupes différents qui s'en revendiquent ?

Tous les groupes se réclamant de l'ASL tentent aujourd'hui de s'unifier. Il y a aussi une coordination entre l'ASL et les comités populaires locaux.

Mais le grand problème de la résistance est avant tout financier, et les grands États comme l'Arabie saoudite, le Qatar et les pays occidentaux, dont la France, ne soutiennent que certains groupes de l'ASL, spécialement les groupes islamistes. Au lieu de donner de l'argent au Conseil national syrien, ils n'en donnent qu'à une partie de la résistance, de petits groupes communautaristes, qui ne représentent pas la force du mouvement réel, et affaiblissent ainsi la révolution syrienne. L'Occident trouve son intérêt à la division de l'opposition pour pouvoir contrôler la révolution. Ils veulent transformer le but initial de cette révolution – la dignité pour tous, les droits humains, la chute de la dictature – en conflit sectaire entre sunnites et chiïtes. Ils veulent éviter à tout prix que la révolution syrienne demeure laïque, ce qu'elle est très majoritairement.

Justement, les manifestations ont-elles un caractère inter-communautaire ?

La révolution est inter-communautaire, nous ne le répétons jamais assez ! Moi qui sors comme eux de prison, je suis sunnite, Chaadi ici présent est Druze, Ahmed est allaouite. Dans les manifestations, il y a toutes ces diversités, y compris des chrétiens que l'on a trop vite présentés comme pro-Bachar. Il y a par exemple dans la capitale, une coordination des comités de quartiers de Damas qui a été créée par les jeunes dont la majorité est d'origine sunnite, mais dans cette coordination sont représentées sans aucune distinction toutes les appartenances religieuses. Cette coordination est très laïque et très diversifiée.

Comment qualifieriez-vous la composition sociale du mouvement ?

Ce mouvement est venu de la partie la plus pauvre de la population. De Darah, région agricole où les paysans se sont révoltés et ont rompu avec le régime. À Damas, ce sont les quartiers populaires qui bougent le plus. Par exemple, le camp palestinien de Yarmouk où il y a eu récemment des morts. Ils ont été mitraillés par l'armée.

Cet engagement des Palestiniens est-il nouveau ?

Non, les jeunes des camps de réfugiés palestiniens se sont engagés dans la révolution dès le début. Le régime fait une grande propagande pour dire que les Palestiniens ne soutiennent pas la révolution, c'est faux ! Il ne faut pas confondre le peuple palestinien avec Ahmed Jibril et sa clique complaisamment exhibés par le pouvoir.

Que pensez-vous d'une intervention militaire, sous couvert de l'ONU ou pas ? La population vous y semble-t-elle favorable ?

Les gens dans la rue pensent qu'ils peuvent virer Bachar sans aide extérieure. Le problème, ce sont d'un côté les pays qui soutiennent le régime, et de l'autre, ceux qui prétendent soutenir la révolution (Occident et pays du Golfe) pour tenter de la contrôler et de la dévoyer. Nous avons besoin du soutien des peuples, pas d'intervention armée impérialiste.

Propos recueillis par Alain Pojolat

HARCÈLEMENT SEXUEL « Comme disait Stendhal »

Mercredi 11 juillet, nous étions plus nombreuses dans la rue, face au Sénat et ensuite dans la tribune réservée au public, sur des bancs étroits et inconfortables, que les sénateurEs, quelques hommes plus ou moins assoupis dans des fauteuils moelleux et deux femmes. C'est devant un Hémicycle désert que la Garde des sceaux et la ministre déléguée aux Droits des femmes expriment leur soutien à une loi qui définit le harcèlement sexuel et protège les femmes de tous comportements sexistes, au travail comme ailleurs.

« Comme disait Stendhal, l'admission des femmes à l'égalité parfaite serait le signe le plus sûr de la civilisation », conclut Christiane Taubira avant que Najat Vallaut-Belkacem annonce la création d'un Observatoire national sur les violences faites aux femmes. Sa mission sera de réaliser les études indispensables à la conduite et à l'évaluation des politiques publiques et à la coordination des différents acteurs engagés dans la lutte contre ces violences, en lien avec les observatoires locaux.

Le texte, adopté à l'unanimité, propose une définition du harcèlement sexuel et un

alourdissement des sanctions. Il définit deux cas : « le fait d'imposer à une personne, de façon répétée, des propos, comportements ou tous autres actes à connotation sexuelle qui, soit portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant, soit créent à son égard un environnement intimidant, hostile ou offensant ». Et le cas de « harcèlement sexuel assimilé, le fait, même non répété, d'user d'ordres, de menaces, de contraintes ou de toute autre forme de pression grave, dans le but réel ou apparent d'obtenir une relation de nature sexuelle... »

Le premier cas reste flou sur la gravité du harcèlement sexuel. La preuve du délit serait plus simple à établir si le texte affirmait « l'atteinte au droit et à la santé ».

Quant au deuxième cas, sa définition est si proche de celle de l'agression sexuelle, voire de la tentative de viol, qu'elle peut permettre à des juges, la requalification de ces délits punis de quinze ans de réclusion. Mais il aurait suffi d'ajouter une ligne au premier cas, pour qu'un acte non répété d'une particulière gravité puisse être qualifié de harcèlement sexuel. Par ailleurs, le volet droit du travail de cette loi

justifie les critiques détaillées par l'AVFT sur leur site*. Il concerne la protection des salariéEs et des fonctionnaires. En effet, l'indépendance des juridictions sociales est remise en cause, et une différence de traitement injustifiée entre salariéEs du privé et du public persiste. Les associations mobilisées au côté de l'AVFT estiment que le projet de loi n'est pas à la hauteur y compris sur les sanctions inscrites dans une échelle des peines où les atteintes aux biens sont plus sévèrement punies que les atteintes aux personnes. La mobilisation reste d'actualité d'ici le débat au Parlement le 24 juillet prochain.

Enfin l'inter-LGBT (interassociative lesbienne, gaie, bi et trans) associée aux travaux préparatoires de cette loi, salue l'inscription, à l'unanimité des sénateurs, dans la liste des discriminations punies par la loi, la discrimination envers les personnes trans. Inscription faite à la faveur du débat sur le harcèlement sexuel. Elle se félicite de cette première avancée.

Karol
*avft.org

FORD BLANQUEFORT Défense des emplois de tous

Pour la 3^e fois, le 29 septembre, jour d'ouverture du Mondial de l'automobile, un train pour l'emploi spécial va partir de Bordeaux pour Paris. Cette année c'est à l'appel des syndicats CFTC, CFDT et CGT-Ford. Nous ne sommes plus au bord du gouffre. Après avoir voulu liquider l'usine puis vendu puis racheté, en mai 2011, Ford annonçait relancer l'activité avec notamment une nouvelle transmission automatique et s'engageait à maintenir au minimum 1 000 emplois.

Nous ne sommes pas pour autant tirés d'affaires. L'usine est en chantier, le vide est quasiment fait et des nouveaux secteurs se mettent en place. Une période de transition qui devrait durer au moins dix-huit mois. Sur les 1 100 salariés, la majorité alterne de grosses périodes de chômage partiel, un peu de formation, un peu de travail avec les deux seuls secteurs en activité.

Tout cela avec des aides publiques conséquentes : environ 35 millions d'euros devraient ainsi être distribués par l'État, la région ou la Communauté urbaine pour financer chômage, formation, aménagement du territoire, innovation... autant de prétextes pour patrons en « difficulté » ! Ford a fait des milliards de bénéfices ces dernières

années. Officiellement les aides publiques sont conditionnées au maintien des emplois mais le niveau des emplois est fluctuant et flou. Il faut un nouveau projet que Ford se refuse à apporter pour le moment. Le baratin recommence pour nous faire accepter leur solution. De plus, la multinationale refuse de remettre le logo Ford sur l'usine. Plus qu'un symbole, il s'agit que l'usine soit complètement intégrée dans le schéma de production de Ford Europe. C'est dans ce contexte que nous préparons cette manifestation à Paris. Sans confiance dans une direction qui a toujours tenté de manœuvrer, nous sommes convaincus qu'il faut maintenir la pression, pousser encore pour que Ford prenne des décisions favorables à l'avenir du site. Ces quatre années de mobilisations (manifestations, grèves, blocage usines, séquestrations, stand Ford envahis...) nous ont appris qu'il est possible de faire reculer Ford et d'empêcher ce qui apparaissait comme inéluctable. Il faut tenter un gros coup qui touche à l'image du constructeur sachant que nous n'avons plus l'arme de la grève.

Le contexte est difficile. D'abord parce que l'effectif est éparpillé, le collectif de résistance

affaibli. Et on sait que le patron compte bien en profiter. Ensuite parce que la situation économique européenne est très inquiétante. Partout les constructeurs automobiles ne parlent que de restructurer, de réduire le nombre d'usines. Et dans tous les secteurs d'activité, des plans de suppression d'emplois (licenciements, départs volontaires) et des fermetures d'usines se multiplient.

Nous résistons comme nous pouvons. Il est évident que la seule perspective viable c'est la mobilisation de tous pour la défense des emplois de tous. À l'heure où les PSA Aulnay et les GM Strasbourg sont menacés directement, où autour de nos usines des milliers d'emplois sont aussi en danger, il faut trouver les moyens de faire converger nos luttes, d'être efficaces. Notre train de l'emploi essaie de porter la défense des emplois de tous, y compris des emplois induits, ceux des sous-taillants... C'est pour cela que nous l'organisons avec l'aide du Comité de soutien à FAI (First Aquitaine industrie) créé en 2008 et qu'il y aura des syndicalistes d'autres entreprises, des élus avec les soutiens de mairies et de partis.

Philippe Poutou

S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET
N° DE COMPTE
CLÉ RIB
Date :

Signature :

Établissement teneur du compte

Banque :
Adresse :
Code postal :
Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

- Hebdo 6 mois 1 an
28 euros **56 euros**
Mensuel 6 mois 1 an
22 euros **44 euros**
Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
50 euros **100 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo 6 mois 1 an
20 euros **40 euros**
Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
38 euros **76 euros**

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ 2012

Sous les pavés, toujours la plage!

Du 26 au 29 août à Port-Leucate, les anticapitalistes se retrouveront dans la chaleur du soleil et la fraîcheur de la mer pour plus de 50 débats, formations, meeting et concert. Plus que jamais, l'endroit idéal pour préparer sa rentrée politique.

Et si pour varier les plaisirs, l'on se risquait à faire un petit abécédaire tout à fait subjectif et incomplet, ça donnerait quoi?

A comme anticapitalisme, évidemment. Un cycle central pour creuser le sillon, composé de dix-huit séances où il y en aura pour tous les goûts. Des analyses pointues sur les multiples facettes de la crise du capitalisme faites par Charles-André Udry, Charles Aubin, Michaël Löwy et bien d'autres. Trois temps forts pour débattre en toute solidarité avec des organisations de la gauche sociale et politique: quelle opposition politique de gauche au gouvernement? Quelles ripostes aux mesures d'Ayrault? Quel regroupement des anticapitalistes et des révolutionnaires? Et aussi des échanges nourris avec de nombreux militantEs venuEs des quatre coins d'Europe, à commencer bien entendu par la Grèce.

Aussi comme Algérie. Très présente cette année avec trois débats consacrés tant à l'histoire, 50^e anniversaire de l'indépendance oblige, qu'à l'actualité sociale de ce pays. Le tout avec la participation de militants algériens du Parti socialiste des travailleurs et d'anciens « porteurs de valises ».

D comme débats. À Port-Leucate, on n'a pas peur de se frotter aux thèmes d'actualité, voire aux sujets qui fâchent. Par exemple nos réponses à la dette avec Damien Millet, porte-parole français du Comité pour l'abolition de la dette du tiers-monde (CADTM), ou la lutte contre l'extrême droite française et européenne avec Manuel Abramowicz du site internet belge RésistanceS. Mais aussi les politiques protectionnistes dans le mouvement ouvrier, ou la question de la prostitution, pour ne citer que ceux-là.

H comme histoire. Revenir sur les expériences de la gauche au pouvoir, du Front populaire à Jospin, ou se (re)mettre à fréquenter Jaurès et Guesdes, Kautsky et Luxemburg, et pourquoi pas se faire un avis sur les échanges souvent âpres entre Plékhanov, Lénine et Trotsky? Oui, pourquoi pas.

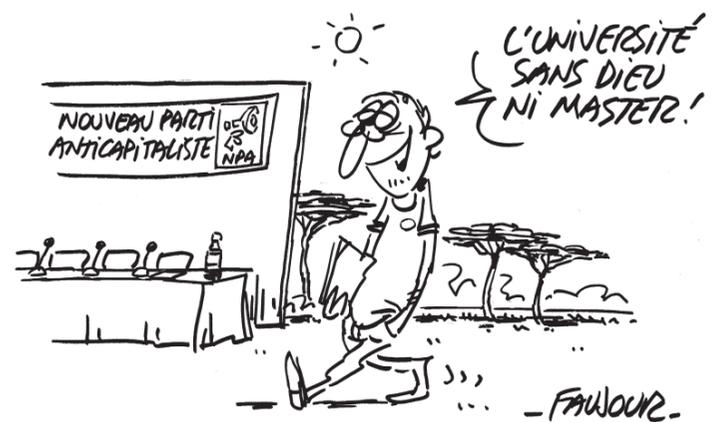
L comme livres. On en trouve des tonnes à la librairie La Brèche présente à notre Université d'été. Soigneusement sélectionnés, tout d'abord en rapport avec les thèmes de l'Université d'été, mais pas seulement. Et chaque jour, près de la librairie, on peut rencontrer des auteurEs militantEs venuEs présenter leurs derniers travaux, on ne le dit pas assez.

M comme musique. Parce que l'engagement n'a jamais été aussi réjouissant que quand il se fait sur un air entraînant, nous sommes heureux d'accueillir cette année en concert HK et les Saltimbanks, la bande-son de nos manifestations de ces deux dernières années. Pour ne rien lâcher.

T comme travaux pratiques. À 17 heures tous les jours, on cause concret. Comment prendre la parole en public ou écrire un tract? Faire un site internet radical ou un blog révolutionnaire? Diffuser la presse de notre parti? Et même comment lutter contre le harcèlement sexuel? À Port-Leucate, le programme ne s'arrête jamais... pour celles et ceux qui le souhaitent.

Et si ce petit et trop partiel aperçu ne vous suffit pas, jetez donc un

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE PORT-LEUCATE



œil sur l'intégrale du programme. Vous y trouverez sûrement votre compte. Suffisamment en tout cas pour vous donner l'envie de vous inscrire. Vite.

La commission Université d'été

Pour plus de précisions, retrouvez la brochure avec l'intégralité du programme et la plaquette d'inscription sur le site national du NPA ou écrivez-nous à : universite.ete@npa2009.org

SOUSCRIPTION 2012

Une politique de relance... pour le NPA!

Les 7 et 8 juillet, le NPA a réuni 250 déléguéEs pour une conférence nationale. Certes, une minorité de l'organisation y a rejoint le FdG. Mais surtout, le NPA s'est doté d'une feuille de route jusqu'à son prochain congrès, sur la base des deux textes adoptés au vote; le texte de la plateforme F, dite « motion de rassemblement » et le texte transversal « pour une démarche de refondation ». Le NPA y réaffirme la nécessité d'un parti anticapitaliste indépendant, œuvrant au rassemblement des forces anticapitalistes dans une politique qui articule unité d'action et opposition de gauche, car une telle opposition ne pourra qu'être le résultat de confrontations politiques, de différenciations dans les luttes et les mobilisations.

Il milite donc pour l'unité d'action systématique avec toutes les organisations ancrées dans la lutte pour les revendications immédiates. Dans le même temps, son objectif est d'agir avec toutes les forces qui ne participent pas et ne soutiennent pas la majorité présidentielle et de construire un front politique de lutte et d'action contre le gouvernement Hollande-Ayrault. Le NPA s'adresse donc, nationalement et localement, à l'ensemble des forces de gauche qui ne sont pas au gouvernement (Front de Gauche, Alternatifs, LO, AL, MOC...) ainsi qu'aux organisations du mouvement social et des quartiers populaires. Avec le Front de Gauche cette démarche revêt un caractère spécifique notamment sur la nécessité d'une pleine indépendance vis-à-vis du gouvernement et d'une opposition concrète à sa politique.

Le NPA y a également décidé de mener en vue du congrès une large réflexion sur ses modes de fonctionnement, dans l'objectif de se remobiliser, de redonner l'initiative aux comités, en partant de ses principes fondateurs et en renouant avec la démarche qui a fait sa force à sa fondation.

Par ailleurs, nos effectifs ont baissé et nous avons perdu la dotation annuelle de l'État à la suite de nos mauvais résultats électoraux aux élections législatives. Mais c'est une raison de plus pour nous aider à surmonter ces obstacles et à mettre en œuvre cette politique. Votre soutien financier est un maillon incontournable de la relance du NPA.

Deux moyens de paiement:

Le chèque et la carte bleue en ligne (www.npa2009.org)

Une seule adresse pour envoyer vos chèques:
NPA Souscription 2012
2 rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil

Un seul ordre pour vos chèques:
NPA Souscription

(Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque, précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port)

Une seule adresse pour vos questions:
souscription@npa2009.org



SOUSCRIPTION 2012

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

MONTANT Chèque à l'ordre de « NPA souscription »
€ 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex

www.npa2009.org



Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66 % de leur montant dans la limite de 20 % du revenu imposable.
Association de financement « NPA souscription » - 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex
- Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA -

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail: redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 6 500 exemplaires
Société éditrice: Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication:
François Coustal
Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®